



**PRÉFET
DE LA SARTHE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la Coordination
des Politiques Publiques
et de l'Appui Territorial**
Bureau de l'environnement et de l'utilité publique

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement des
Pays de la Loire**
Unité interdépartementale Anjou-Maine

ARRÊTÉ D'ENREGISTREMENT N°DCPPAT 2022- 0129 du 22 MARS 2022

SAS COLAS FRANCE

Siège social : 1 rue du colonel Pierre Avia
75730 PARIS

**Installation de stockage de déchets inertes
lieu-dit « La Sapinière de l'Étang »
sur la commune de CHAMPAGNÉ
(Rubrique n° 2760-3 de la nomenclature des installations classées)**

Le Préfet de la Sarthe
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L.512-7 à L.512-7-7, R.512-46-1 à R.512-46-30 ;

Vu l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées ;

Vu l'arrêté du préfet coordonnateur de bassin du 18 novembre 2015 portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Loire-Bretagne 2016-2021 et arrêtant le programme pluriannuel de mesures correspondant ;

Vu l'arrêté inter-préfectoral du 12 janvier 2018 portant approbation du schéma d'aménagement et de gestion des eaux du bassin versant de l'Huisne ;

Vu le plan régional de prévention et gestion des déchets adopté par le Conseil Régional lors de la session plénière du 17 octobre 2019 ;

Vu le plan local d'urbanisme communautaire de Le Mans Métropole ;

Vu la demande d'enregistrement présentée le 30 août 2021, par SAS COLAS FRANCE, dont le siège social se situe 1, rue colonel Pierre Avia à PARIS, pour l'exploitation d'une installation de stockage de déchets inertes, sous la rubrique n° 2760-3 de la nomenclature des installations classées, se situant au lieu-dit «La Sapinière de l'Étang» sur la commune de CHAMPAGNÉ ;

Vu le dossier technique annexé à la demande, notamment les plans du projet et les justifications de la conformité des installations projetées aux prescriptions générales de l'arrêté ministériels susvisé ;

Place Aristide Briand – 72041 LE MANS Cedex 9 –

Préfecture : 02 43 39 70 00 - Standard : 02 43 39 72 72 - Télécopie : 02 43 28 24 09

www.sarthe.gouv.fr – pref-mail@sarthe.gouv.fr - Twitter : @Prefet72 - Facebook : Préfecture de la Sarthe

Vu l'avis du Maire de la commune de CHAMPAGNÉ en date du 29 juillet 2021 sur la proposition d'usage futur du site ;

Vu l'arrêté préfectoral n° DCPAT 2021-0223 du 14 octobre 2021 fixant les jours et heures où le dossier d'enregistrement a pu être consulté par le public, du 8 novembre 2021 au 6 décembre 2021 inclus ;

Vu les avis exprimés par les conseils municipaux consultés ;

Vu l'arrêté préfectoral n°DCPAT 2022-0018 du 24 janvier 2022 relatif à la prolongation de la durée d'instruction de la demande d'enregistrement ;

Vu le rapport du 7 février 2022 établi par l'inspection des installations classées de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;

Considérant que la demande d'enregistrement justifie du respect des prescriptions générales des arrêtés de prescriptions générales susvisés et que le respect de celles-ci suffit à garantir la protection des intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement,

Considérant que l'examen des caractéristiques du projet eu égard aux critères définis à l'annexe III de la directive 2011/92/UE du 13 décembre 2011, notamment par rapport à la localisation du projet et à la sensibilité environnementale des zones géographiques susceptibles d'être affectées et au cumul des incidences du projet avec celles d'autres projets d'installations, ouvrages ou travaux, ne conduit pas à conclure à la nécessité de soumettre le projet à évaluation environnementale ;

Considérant que la demande précise que le site sera, en cas d'arrêt définitif de l'installation, destiné à un usage non industriel ;

Considérant que ni la sensibilité du milieu ni le cumul d'incidence avec d'autres projets ne justifie le basculement en procédure autorisation ;

Considérant qu'aucune observation n'a été recueillie pendant la consultation du public ;

Considérant que le projet d'arrêté a été porté à la connaissance du pétitionnaire par courrier en date 4 mars 2022, reçu le 7 mars 2022 et que celui-ci a indiqué ses observations par courriel en date du 9 mars 2022 ;

Sur la proposition de Monsieur le secrétaire général de la Préfecture de la Sarthe ;

ARRÊTE

TITRE 1. PORTÉE, CONDITIONS GÉNÉRALES

CHAPITRE 1.1. BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE

Article 1.1.1. Exploitant, durée, péremption

Les installations de la société SAS COLAS FRANCE dont le siège social est situé au 1, rue du colonel Pierre Avia à PARIS (75730), faisant l'objet de la demande susvisée du 30 août 2021, sont enregistrées. L'enregistrement est valable pour une durée de 15 ans à compter de la notification du présent arrêté.

Ces installations sont localisées sur le territoire de la commune de CHAMPAGNÉ au lieu-dit « Sapinière de l'Étang ». Elles sont détaillées au tableau de l'article 1.2.1 du présent arrêté.

L'arrêté d'enregistrement cesse de produire effet lorsque, sauf cas de force majeure, l'installation n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans ou lorsque l'exploitation a été interrompue pendant plus de trois années consécutives (article R.512-74 du code de l'environnement).

CHAPITRE 1.2. NATURE ET LOCALISATION DES INSTALLATIONS

Article 1.2.1. Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Rubriques ICPE	Libellé de la rubrique (activité)	Grandeur caractéristique	Régime
2760-3	Installation de stockage de déchets inertes	370 000 m ³ sur 15 ans, avec un apport maximal de 30 000 m ³ /an	E

Les activités du site ne relèvent pas d'un classement SEVESO ou IED.

Les déchets acceptés sur le site relèveront des seuils d'acceptation augmentés en installation de stockage de déchets inertes, conformément à l'article 6 de l'arrêté du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées.

Article 1.2.2. Situation de l'établissement

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

Commune	Parcelle cadastrale	Surface cadastrale totale des parcelles	Surface cadastrale sollicitée
Champagné	AD 187	17 a 56 ca	17 a 56 ca
	AD 189 pp	4 ha 80 a 28 ca	3 ha 43 a 74 ca
Superficie totale du projet : 36 130 m²			

Les installations mentionnées au chapitre 1.2. du présent arrêté sont reportées avec leurs références sur un plan de situation de l'établissement tenu à jour et tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées.

CHAPITRE 1.3. CONFORMITÉ AU DOSSIER D'ENREGISTREMENT

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier déposé par l'exploitant, accompagnant sa demande du 30 août 2021.

Elles respectent les dispositions des arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables.

CHAPITRE 1.4. MISE À L'ARRÊT DÉFINITIF (NOUVEAU SITE)

Après l'arrêt définitif des installations, le site est remis en état suivant le descriptif de la demande d'enregistrement, pour un usage non industriel et non sensible. Le massif de déchets sera recouvert d'une couche de terre végétale puis enherbé.

CHAPITRE 1.5. PRESCRIPTIONS TECHNIQUES APPLICABLES

Article 1.5.1. Arrêté ministériel de prescriptions générales

S'appliquent à l'établissement les prescriptions de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées.

TITRE 2. MODALITÉS D'EXÉCUTION, VOIES DE RECOURS

Article 2.1. Frais

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 2.2. Publicité

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de CHAMPAGNÉ et peut y être consultée.

Un extrait de cet arrêté énumérant notamment les motifs et considérant principaux qui ont fondé la décision ainsi que les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, est affiché à la mairie de CHAMPAGNÉ pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire.

Une copie du présent arrêté est adressé à chaque conseil municipal ayant été consulté en application de l'article R.512-46-11 du code de l'environnement.

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Sarthe pendant une durée minimale de quatre mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

Article 2.3. Délais et voies de recours

Conformément aux articles L.514-6 et R.514-3-1 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction et peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Nantes :

1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de cette décision ;

2° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Sans préjudice du recours gracieux mentionné à l'article R.214-36, cette décision peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet de la Sarthe ou hiérarchique auprès du ministre chargé des installations classées pour la protection de l'environnement, dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie via l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Article 2.4. Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de la Sarthe, le maire de CHAMPAGNÉ, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Pays de la Loire et l'inspecteur de l'environnement, spécialité installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

LE PRÉFET

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,


Éric ZABOURAEFF

